

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet SYSTEME CPL-SM/SM	
Solicitation No. - N° de l'invitation 39903-130257/A	Date 2012-11-22
Client Reference No. - N° de référence du client 39903-130257	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PV-927-61599	
File No. - N° de dossier pv927.39903-130257	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-01-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Walkowiak, Peter	Buyer Id - Id de l'acheteur pv927
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-7534 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3814
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division de
l'équipement scientifique, des produits photographiques et
pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	



Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY CALGARY LABORATORY 3650-36 STREET NW CALGARY, AB T2L 2L1	I - 1	CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY CALGARY LABORATORY 3650-36 STREET NW CALGARY, AB T2L 2L1



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	LC/MS/MS SYSTEM The Canadian Food Inspection Agency has a requirement for the supply of a triple-quadrupole tandem mass spectrometer plus installation, manuals and training in accordance to the specifications detailed at Annex A, under the terms and conditions herein.	D - 1	I - 1	1	lot	\$ XXXXXXXXXXXX	See Herein	
2	Trade-in Trade-in allowance for a functional Waters Q-TOF Premier (detector only), including removal and disposal.	D - 1	I - 1	1	lot	\$ XXXXXXXXXXXX	See Herein	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigence relative à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles exigées avec la soumission

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigence relative à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clauses du guide des CCUA
12. Instructions d'expédition – Livraison à destination

Liste des annexes:

- | | |
|----------|---|
| Annexe A | Spécifications obligatoires |
| Annexe B | Contrôle de validation de la soumission |

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigence relative à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Le besoin est décrit en détail sous « Détails de l'article ».

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre figurent dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-11-19), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention «exclusif» vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention «exclusif» feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut modifier les questions ou demander au soumissionnaire de le faire afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, au Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires présentent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

Section I: Soumission technique (deux (2) copies)

Section II: Soumission financière (une (1) copie)

Section III: Attestations (une (1) copie)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation données ci-après pour préparer leur soumission.

- a) Utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a diffusé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement - Politique d'achats écologiques.

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm>)

l). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devaient à:

- 1) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou avec attache-feuilles, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

1.1 Section I: Soumission technique

Les éléments qui suivent concernent les exigences, et les soumissionnaires doivent fournir les renseignements suivants dans leur soumission, s'il y a lieu:

1.1.1 Produit offert

Le soumissionnaire doit indiquer la marque et le numéro de modèle du produit offert (préciser les composants particuliers du système).

Nom du fabricant: _____

Numéro de modèle / de pièce: _____

Documentation jointe: Oui (____) Non (____)

1.1.2 Point de fabrication ou d'expédition

Le soumissionnaire doit indiquer le lieu de fabrication ou d'expédition des biens, ou le lieu où les services doivent être fournis:

Lieu: _____

Code postal: _____

1.1.3 Installation

L'installation doit être effectuée sur place et assurée par un technicien qualifié en entretien et en réparation.

Veuillez indiquer à quel moment l'installation devrait être faite. L'installation sera effectuée _____ jours civils suivant la livraison et durera _____ jours civils.

1.1.4 Retrait et élimination du système d'échange

L'entrepreneur est responsable du retrait et de l'élimination du système d'échange.

Le retrait et l'élimination du système d'échange seront exécutés dans les _____ jours civils suivant l'installation et devront être terminés dans un délai de _____ jours civils.

L'entrepreneur doit assumer tous les frais associés à l'élimination du système.

1.1.5 Livraison

While delivery must be no later than March 30, 2013, the best delivery that could be offered by the Bidder is _____.

1.1.6 Formation

Une formation sur place doit être assurée à tout au plus 5 utilisateurs. Tous les coûts relatifs à la formation sur place doivent être compris dans le prix.

La formation sur place doit être offerte dans les _____ jours civils suivant l'installation.

Veuillez donner toutes les précisions concernant la formation; p. ex., la durée, la portée, etc. :

1.1.7 Représentants

Les soumissionnaires doivent fournir les renseignements relatifs à l'article 5.3, Représentants de l'entrepreneur, de la partie 6, Clauses du contrat subséquent.

1.2 Section II: Soumission financière

Le soumissionnaire doit proposer un prix unitaire ferme tout compris pour la fourniture, et les manuels, DDP Calgary (Alberta), taxe sur les produits et services (TPS) et/ou taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, le cas échéant. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes d'accise applicables doivent être inclus dans le prix.

1.2.1 Clauses du guide des CCUA

C3011T Fluctuation du taux de change

2010-01-11

1.3 Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à toutes les exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1. Évaluation technique

Toutes les propositions doivent être complètes et comporter toute l'information exigée dans la demande de propositions (DP) afin de permettre une évaluation complète. Si le besoin n'est pas comblé par la proposition du soumissionnaire, celle-ci sera considérée comme incomplète ou non recevable et sera rejetée. Il incombe au soumissionnaire de fournir toute l'information nécessaire pour garantir une évaluation complète et exacte.

Facteurs en vue de l'évaluation

- 1. **BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (OBLIGATOIRE):** Les prix doivent être fermes, rendu droits acquittés (DDP).
- 2. **CAPACITÉ DE RESPECTER LES EXIGENCES TECHNIQUES (OBLIGATOIRE):**
 - a) Pour les articles définis dans les spécifications:

On demande aux soumissionnaires de faire des renvois entre les critères techniques obligatoires figurant dans la présente et leur documentation technique à l'appui.
 - b) Fourniture de la documentation technique à l'appui:

La documentation technique concernant la marchandise offerte doit accompagner la soumission à la date de clôture des soumissions.

Des brochures ou des données techniques DOIVENT être fournies pour confirmer la conformité aux spécifications techniques obligatoires.
- 3. **Contrôle de validation de la soumission :**

Le Canada peut, à sa discrétion, demander au soumissionnaire classé au premier rang de démontrer toute caractéristique, fonctionnalité et capacité décrite dans la demande de soumissions ou dans sa soumission, en vue de vérifier la conformité aux exigences de la présente demande de soumissions. Les renseignements relatifs au contrôle de validation de la proposition sont fournis à l'annexe B " Protocole de test de performance de

l'instrument de LC/MS/MS ". Au besoin, la démonstration doit être réalisée sans frais pour le Canada. Si le Canada détermine que la solution proposée ne satisfait pas à une exigence obligatoire de la demande de soumissions, la soumission ne sera pas validée dans le cadre du contrôle de validation de la soumission et elle sera rejetée. Si le soumissionnaire classé au premier rang est disqualifié, le Canada peut, à sa discrétion, demander à ce que la proposition du soumissionnaire classé au deuxième rang passe le contrôle de validation.

4. CONFORMITÉ AUX CONDITIONS DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE PROPOSITIONS (OBLIGATOIRE)
5. À L'INTENTION DES FOURNISSEURS CANADIENS SEULEMENT: Veuillez noter que les exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi peuvent s'appliquer - voir le présent document. (OBLIGATOIRE, s'il y a lieu)

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir l'annexe A.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Financement maximal

Le financement maximal disponible pour le contrat qui découlera de la demande de soumissions est de 210,000.00 \$ (taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu). Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.

1.2.2 Le prix évalué le plus bas sera établi en fonction des critères suivants:

- a) les prix seront évalués en dollars canadiens et ils comprendront toutes les taxes et tous les droits de douane canadiens applicables; la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) ne sera toutefois pas prise en compte dans ces prix. À des fins d'évaluation, les prix en devises étrangères seront convertis en dollars canadiens, à un taux de change approprié, à savoir le taux déterminé par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture des soumissions.
- b) les prix seront évalués rendu droits acquittés (DDP) à Calgary (Alberta).
- c) le prix total évalué le plus bas sera calculé en soustrayant le montant de l'échange proposé au prix du système proposé.

2. Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable comportant le prix évalué global le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat pourvu que le prix total évalué n'excède pas le budget disponible pour ce besoin.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

- 1.1.1 En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions. Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le

nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2. Attestations additionnelles exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

2.1. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

2.1.1 Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168,

Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.

3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus. Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d) () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC:
<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigence relative à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

2.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits sous «Détails de l'article».

2.2 Installation

L'installation doit être effectuée sur place et assurée par un technicien qualifié en entretien et en réparation.

L'installation sera effectuée _____ jours civils suivant la livraison et durera _____ jours civils.

2.3 Retrait et élimination du système d'échange

L'entrepreneur est responsable du retrait et de l'élimination du système d'échange.

Le retrait et l'élimination du système d'échange seront exécutés dans les _____ jours civils suivant l'installation et devront être terminés dans un délai de _____ jours civils.

L'entrepreneur doit assumer tous les frais associés à l'élimination du système.

2.4 Manuels

Un ensemble complet de manuels d'utilisateur d'exploitation et d'entretien en français et en anglais, le cas échéant, doivent accompagner chaque système.

2.5 Formation

Une formation sur place doit être assurée à tout au plus 5 utilisateurs. Tous les coûts relatifs à la formation sur place doivent être compris dans le prix.

La formation sur place doit être offerte dans les _____ jours civils suivant l'installation.

2.6 Mises à niveau logicielles

L'entrepreneur fournira toutes les mises à jour et les nouvelles versions de logiciel à l'acheteur pendant une période de 1 an après l'acceptation, sans frais additionnels.

Remarque : Le terme " mises à jour " désigne toutes les améliorations, extensions ou autres modifications du logiciel. Le terme " versions " désigne les améliorations ou modifications du logiciel ou les nouveaux modules ou modules supplémentaires qui fonctionnent de concert avec le logiciel, qui représentent la prochaine génération de logiciel, et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement à un coût additionnel.

2.7 Service

L'achat des systèmes doit comprendre :

Le soutien technique, le soutien technique par téléphone, le soutien par Internet et le soutien au moyen d'un processus de renseignements par télécopieur offert par technicien qualifié.

Les réponses aux demandes de service doivent être fournies dans un délai maximum de 36 heures.

Si une panne du système survient pendant la période de garantie, et qu'elle ne peut être réglée par l'entremise de soutien technique hors site comme décrit ci-dessus, un technicien doit être envoyé pour réaliser des réparations sur place dans les quatre (4) jours ouvrables.

Des services sur place doivent être réalisés au cours des heures normales de travail, du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (HNE), les jours fériés et les fins de semaine étant exclus.

Toutes les réparations doivent être terminées dans les trois (3) jours ouvrables.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre figurent dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua.tpsgc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

Le document 2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne), s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

Le texte du paragraphe 04 de la section 29 - Code de conduite et attestations, du document 2010A susmentionné est remplacé par ce qui suit

Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur doit mettre à jour avec diligence une liste de toutes les personnes qui occupent actuellement un poste d'administrateur au sein de l'entreprise et envoyer un avis écrit à l'autorité contractante chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit également fournir les formulaires de consentement correspondants.

La section 9 du document 2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne), est modifiée comme suit

L'article 09 intitulé Garantie des conditions générales 2010A est modifié en supprimant le paragraphe 2 en le remplaçant par ce qui suit:

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

4. Durée du contrat

4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le _____. (à remplir uniquement au moment de l'attribution du contrat)

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Peter Walkowiak
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation

11, rue Laurier, 6A2, Phase III
Place du Portage, Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-956-7534
Télécopieur : 819-956-3814
Courriel : peter.walkowiak@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification à celui-ci doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou de travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique (à remplir uniquement au moment de l'attribution du contrat)

Le responsable technique du contrat est:

Nom: _____
Téléphone: (____) _____
Télécopieur: (____) _____
Courriel: _____

Le responsable technique nommé ci-dessus représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus au contrat. Il est possible de discuter des questions techniques avec le responsable technique. Cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les modifications à apporter à la portée des travaux. De telles modifications peuvent être effectuées uniquement au moyen d'une modification au contrat établie par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur (remplir)

Voici les coordonnées de la personne responsable de ce qui suit:

Renseignements généraux

Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Courriel: _____

Suivi de la livraison

Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Courriel: _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement – Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations contractuelles, l'entrepreneur sera payé selon un prix de lot ferme précisé(s) dans le contrat, pour un coût de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat seulement*). Les droits de douane et la taxe sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, le cas échéant.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou toute interprétation des travaux, à moins que ce changement à la conception, cette modification ou cette interprétation n'ait été approuvé par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégré aux travaux.

6.2 Clauses du guide des CCUA

H1000C Paiement singular

2008-05-12

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux indiqués sur la facture soient exécutés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - a) L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse qui figure à la page 1 du contrat pour certification et paiement.
 - b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la section du contrat intitulée «Responsables».

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si l'on constate qu'une attestation qu'il a fournie avec sa soumission comprend une fausse déclaration, faite sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario (Canada) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier dans la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite dans la liste en question.

- a) Les articles de la convention;
- b) La clause 2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) L'annexe A, Spécifications obligatoires;
- d) La soumission de l'entrepreneur, datée du _____ (insérer la date de la soumission).

11. Clause du guide des CCUA

B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16
B1501C	Appareillage électrique	2006-06-16

12. Instructions d'expédition - Livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés:

Rendus droits acquittés (DDP) Calgary, Alberta selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un fournisseur commercial.

2. L'entrepreneur est responsable de tous les frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement, y compris le paiement des droits de douane et des taxes.

ANNEXE A SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Énoncé général des besoins

Le laboratoire de Calgary de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a besoin d'un appareil de chromatographie liquide couplé à un spectromètre de masse quadripolaire triple en tandem (CL SM SM); le système doit comporter une source d'ionisation à pression atmosphérique (IPA), un système de données (SD), ainsi qu'un système d'exploitation et un ou des logiciels d'application pertinents. Le spectromètre de masse et le système informatique doivent fonctionner en utilisant un dispositif de CLUP à solvant binaire Acquity UPLC de Waters se trouvant déjà dans les installations du laboratoire de Calgary OU à l'aide d'un système de CLUHP adéquat qui devra être fourni. Le système global servira à mettre au point des méthodes d'analyse et à exécuter l'analyse des programmes, dans le domaine de la quantification et de la confirmation de la présence de résidus de pesticides dans diverses matrices, y compris des aliments, des aliments pour animaux et des engrais. Le présent marché comprend l'acquisition du système susmentionné ainsi que de tout matériel, logiciel et manuel nécessaires au bon fonctionnement des appareils, et la prestation des services connexes d'installation, d'entretien et de réparation du système, et de formation du personnel. Les critères d'évaluation des soumissions peuvent comprendre la performance analytique éprouvée du système au moyen d'échantillons de référence de produits chimiques représentatifs des utilisations pratiques prévues; dans ce cas particulier, les échantillons de référence seront fournis aux soumissionnaires par le laboratoire de Calgary de l'ACIA.

Le présent marché comporte l'échange d'un dispositif Q-TOF Première (uniquement le détecteur) de Waters en bon état de fonctionnement.

Étant donné que le laboratoire de Calgary de l'ACIA est un établissement de réglementation national dont le mandat est d'analyser, aux fins de la salubrité alimentaire, les résidus de produits chimiques présents dans les produits en rétention ou sous enquête, la réduction au minimum de la durée d'indisponibilité des instruments est un facteur important. Conséquemment, la capacité d'intervenir rapidement, en offrant des services de soutien adéquat lorsque le matériel présente des problèmes particuliers, constitue un aspect crucial du présent marché.

LE SYSTÈME PROPOSÉ DOIT RESPECTER TOUTES LES EXIGENCES RELATIVES AUX SPÉCIFICATIONS SUIVANTES:

Spectromètre de masse

- 1 Le fonctionnement du spectromètre de masse doit être entièrement commandé au moyen du matériel, du système d'exploitation et du ou des logiciels d'application du système de données (SD).

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2 Le spectromètre de masse doit comporter une source d'ionisation à pression atmosphérique (IPA) comprenant un dispositif d'ionisation par électronébulisation (IEN). La source d'IPA doit avoir la capacité d'effectuer une désolvation efficace qui permet d'assurer, en chromatographie liquide (CL), un débit pouvant atteindre 1 mL/min.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3 Le spectromètre de masse doit présenter, au minimum, une plage supérieure de rapports de masse de $m/z = 2000$, en mode Q1 et Q3.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

4 Le spectromètre de masse doit avoir la capacité d'offrir une résolution à l'échelle de l'unité, et ce, sur toute la plage de masses mesurées.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

5 Le spectromètre de masse doit présenter une stabilité de $\pm 0,1$ u.m.a., sur une période de 8 heures, dans des conditions ambiantes de laboratoire courantes (de 15 à 30 °C).

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

6 Le spectromètre de masse doit avoir une capacité de vitesse de balayage minimale de 2000 u.m.a./s.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

7 Le spectromètre de masse doit comporter un détecteur ayant une plage dynamique minimale de 104.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

8 Le spectromètre de masse doit présenter une sensibilité minimale équivalente à un rapport signal/bruit (S/B) de 50/1 pour 0,05 picogramme de réserpine.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

9 Les modes de fonctionnement du spectromètre de masse doivent permettre l'exécution de balayages intégraux et la surveillance ou l'enregistrement d'ions déterminés.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

10 Le spectromètre de masse, lorsqu'il fonctionne en mode tandem (SM/SM), doit permettre le balayage des ions précurseurs, des ions des produits et des pertes d'espèces neutres, et la surveillance des réactions multiples.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 11 Le spectromètre de masse doit avoir la capacité d'assurer l'acquisition des données en mode surveillance de réactions multiples (SRM), en utilisant un temps de séjour de 5 ms par canal, ainsi que d'établir les valeurs du délai de passage d'un canal à l'autre ou du temps de pause.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 12 L'interférence due à la réjection caractéristique du spectromètre de masse doit être inférieure à 0,01 %.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 13 Le spectromètre de masse doit avoir la capacité de fournir des spectres de dissociation induite par une collision (DIC) dans la source.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 14 La cellule de collision doit permettre à l'utilisateur de choisir et de régler la pression du gaz de collision et l'énergie de collision.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 15 Le spectromètre de masse doit avoir la capacité d'inverser la polarité, par commutation entre les modes de fonctionnement avec ions positifs et ions négatifs, lors d'une analyse dont les paramètres sont commandés par le SD.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 16 Le spectromètre de masse doit comporter un système de vide différentiel à pompes multiples, doté d'un mécanisme de protection automatique (mise hors tension et redémarrage, après une panne de courant), utilisant de pompes turbomoléculaires et une pompe mécanique de secours.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____**Appareil de chromatographie liquide à haute performance (CLHP)**

Le laboratoire de Calgary possède un système de chromatographie liquide Acquity de Waters, lequel est considéré comme adéquat pour toute utilisation avec tout système proposé pour le présent marché; conséquemment, les propositions peuvent indiquer que le système en place au laboratoire sera utilisé de concert avec le système proposé. Dans ce cas particulier, le logiciel d'exploitation doit assurer la commande intégrale des fonctions pertinentes et les essais d'évaluation indiqués dans les soumissions doivent être réalisés avec ce modèle d'appareil de chromatographie liquide. Dans le cas contraire, le soumissionnaire doit fournir un appareil de chromatographie liquide qui respecte toutes les exigences des spécifications indiquées ci-après.

Le système proposé doit présenter une configuration qui permet de répondre aux spécifications suivantes:

- 17 Le fonctionnement de l'appareil de CLHP doit être entièrement commandé au moyen du SD.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 18 L'appareil de CLHP doit pouvoir être utilisé avec des colonnes haute résolution de très petits diamètres.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 19 La plage de débits de l'appareil de CLHP doit être de 0,050 à 2 mL/min ou plus.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 20 L'appareil de CLHP doit permettre d'utiliser deux (2) solvants lors des essais à élution par gradients.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 21 L'appareil de CLHP doit pouvoir fonctionner adéquatement à des pressions pouvant atteindre au moins 15 000 lb/po², à un débit de 1 mL/min.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 22 L'appareil de CLHP doit avoir une capacité minimale de 48 fioles dont le volume individuel peut atteindre 2 mL.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 23 Le dispositif de dégazage de l'appareil de CLHP doit être un mécanisme automatique ayant la capacité de fonctionner sous vide et en continu.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 24 Le système d'alimentation en solvant de l'appareil de CLHP doit présenter une précision de débit égale ou inférieure à 0,075 % de l'écart type relatif (ETR) ou de $\pm 0,02$ fois l'écart type (ET) minimum, selon un temps de rétention caractérisé par la plus élevée des deux valeurs suivantes : une inexactitude maximale sur le débit de ± 1 % ou de 10 μ L.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 25 Le système d'alimentation en solvant de l'appareil de CLHP doit présenter une exactitude, en matière de détermination de la composition, meilleure que $\pm 0,5$ % de la valeur absolue, ainsi

qu'une précision, en matière de détermination de la composition, inférieure à 0,20 % de l'ETR ou de $\pm 0,04$ fois l'ET minimum.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 26 Le four de l'appareil de CLHP ou le module servant à chauffer les colonnes doivent pouvoir maintenir la température dans la plage située entre celle supérieure de 5 °C à la température ambiante et 60 °C, et ce, par pas de 1° C ou moins.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 27 Le volume d'injection minimal de l'appareil de CLHP doit se situer entre 0,1 et 40 µL.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 28 L'appareil de CLHP doit permettre de programmer les séquences d'analyse d'échantillons.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 29 L'appareil de CLHP doit comporter un dispositif de refroidissement intégré permettant l'analyse des échantillons sensibles à la température.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 30 L'appareil de CLHP doit comprendre divers autres articles, y compris le matériel informatique et le ou les logiciels qui ne sont pas spécifiés mais qui sont nécessaires à l'homologation du système, en vertu des protocoles établis par le fournisseur et des documents connexes.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

Système de données (SD)

Le système proposé doit comporter un système de données (SD) complet (matériel et logiciel pertinents) qui respecte toutes les exigences des spécifications suivantes :

- 31 Le SD doit avoir la capacité de commander tous les appareils de CLHP, l'échantillonneur automatique, les SM, les paramètres de fonctionnement du détecteur auxiliaire, les procédés de collecte, de traitement et de stockage des données, ainsi que celui de production de rapports.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 32 Le SD comprendre un ou des logiciels d'application permettant d'assurer l'exécution des analyses quantitatives réglementaires, soit des logiciels d'application pour l'acquisition et le traitement automatiques des données, le contrôle de la qualité des données et la vérification de leur validité,

ainsi que la production de rapports d'analyse quantitative des résidus de pesticides et de contaminants connexes dans un milieu où les règlements sur la salubrité alimentaire s'appliquent.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 33 Le SD doit comporter une fonction intégrée qui permet de démontrer l'homologation du système en matière de performance continue.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 34 Le SD doit comporter des dispositifs de réglage et d'étalonnage automatiques à l'aide d'outils d'étalonnage de référence. Les paramètres de réglage doivent pouvoir être fixés séparément afin d'optimiser la sensibilité ou la spécificité du système.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 35 La mise au point du matériel et du ou des logiciels du SD doit avoir été réalisée dans le cadre d'un système de gestion de la qualité conforme aux exigences des normes ISO 9000.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 36 Le SD doit comprendre un nombre suffisant de licences d'utilisation du logiciel pour permettre le traitement autonome des données à distance, à partir d'un poste de travail du réseau.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

Annexe B

Contrôle de validation de la soumission

Le Canada peut, sans y être obligé, demander au soumissionnaire classé premier d'apporter des preuves ayant trait aux caractéristiques, à la fonctionnalité et aux capacités décrites dans la demande ou dans sa soumission, afin de pouvoir vérifier leur conformité aux exigences de la présente demande. Les détails du Contrôle de validation de la soumission sont fournis ci-après. Si nécessaire, cette validation doit être établie sans frais pour le Canada. Si le Canada détermine que la solution proposée ne satisfait pas à une exigence obligatoire quelconque de la demande, la soumission ne satisfera pas au Contrôle de validation et sera rejetée. Si le soumissionnaire classé premier est disqualifié, le Canada peut, sans y être obligé, demander au soumissionnaire classé deuxième de procéder à ce Contrôle de validation de la soumission.

Protocole de test de performance du système de CL/SM/SM

1. Échantillons pour tester la performance

Des étalons de référence dans du solvant sont utilisés pour tester la performance du système. Des échantillons scellés seront fournis aux soumissionnaires qui doivent faire des analyses afin de démontrer la performance de leur système. Ces tests doivent être réalisés sur des systèmes configurées et équipés de manière identique au système décrit dans la proposition.

Les entrepreneurs sont libres d'utiliser leurs propres colonnes et leurs propres conditions expérimentales pour démontrer la performance de leurs systèmes, mais tous les détails sur les colonnes et les conditions expérimentales doivent être inclus dans le rapport de test de l'entrepreneur.

Mode d'ionisation du spectromètre de masse : mode d'ions positifs ou négatifs par électropulvérisation.

Le spectromètre de masse ne doit être réglé qu'une seule fois (au commencement) lors de la série de tests. La résolution du spectromètre de masse ne doit pas être réglée à plus d'une unité (c.-à-d. résolution d'environ 0,7 uma ou supérieure à LTMH).

Les données produites par le spectromètre de masse seront acquises en mode suivi de plusieurs réactions (MRM).

Composé	Mode
Méthomyl [n° CAS 16752-77-5]	Positif
Imidacloprid [n° CAS 138261-41-3]	Positif
Thiabendazole [n° CAS 148-79-8]	Positif
Aclonifène [n° CAS 74070-46-5]	Positif
Tolylfluanid [n° CAS 731-27-1]	Positif
Spinosad [n° CAS 131929-60-7 (A); 131929-63-0 (D)]	Positif

2,4-D [n° CAS 94-75-7]	Négatif
Clopyralid [n° CAS 1702-17-6]	Négatif

Le solvant utilisé pour la préparation des étalons est un mélange 50/50 d'acétate d'ammonium 0,1M et de méthanol). Les injections de 5 µL doivent être analysées sous forme de lot simple avec acquisition des données sur les ions négatifs et sur les ions positifs, suivant l'injection (passage du mode négatif au mode positif).

Conditions obligatoires :

1. Les systèmes et les logiciels actuellement en cours de développement (prototypes) ou non disponibles pour des tests de validation NE seront PAS pris en compte. Les échantillons pour test doivent être analysés sur un modèle en production, PAS sur un prototype.
2. Les données établissant la preuve de la conformité aux spécifications doivent être fournies et doivent avoir été acquises en utilisant les échantillons fournis par l'État (sauf indication contraire).
Des échantillons identiques seront utilisés pour évaluer la performance de du système installé dans le laboratoire de Calgary. Une reproduction fidèle des résultats sera obligatoire pour une acceptation sur place.

Sensibilité (réserpine/chloramphénicol)

Sensibilité du système de SM/SM en mode ESI positif : rapport signal/bruit du spectre en mode MRM, suivi de la transition m/z 609 – m/z 195, lors de l'injection de 0,05 picogramme (pg) de réserpine (n° CAS 50-55-5). Ceci doit être établi en injectant 1 microlitre (µL) de solution de réserpine à 0,05 pg/µL (dans la phase mobile) dans une phase mobile composée de 70 % d'acétonitrile et de 30 % d'eau (aucun additif), avec un débit de 200µL/min. La résolution du spectromètre de masse (SM) pour les ions précurseurs et les ions produits est réglée à une résolution unitaire (~ 0,7 uma à LTMH).

Note : l'entrepreneur doit fournir les solutions de réserpine et de chloramphénicol nécessaires à ce test.

2.0 Tests de performance

Paramètres pour tester le système

Test 1 : sensibilité du système de CL/SM/SM (pesticides)

La sensibilité du système de CL/SM/SM est déterminée à partir des données obtenues avec l'étalon de solvant 1 (2,0 ng/mL) et avec l'étalon de solvant 2 (20,0 ng/mL) ayant donné les spectres quantitatifs pour les ions $[M+H]^+$ ou $[M-H]^-$ pour les huit composés. Traitement du bruit : aucun traitement (p. ex. lissage).

Affichage : pic à pic

Le rapport signal/bruit est calculé en tant que rapport de la hauteur du pic chromatographique sur deux fois l'écart-type du bruit. Le signal est défini comme la hauteur du pic chromatographique en question, et le bruit est défini comme l'amplitude pic à pic d'une section continue du spectre de masse comprenant au moins 100 balayages juste avant le pic en question. Décrire comment vous calculez le rapport signal/bruit en suivant ce qui est susmentionné. Huit déterminations individuelles à chaque niveau sont requises. Le volume d'injection est de 5 µL. Les seize chromatogrammes/spectres de CL/SM/SM

de toutes les transitions, sans aucun lissage des données brutes enregistrées au moyen d'un logiciel, doivent être fournis avec votre proposition.

Test 2 : sensibilité (réserpine/chloramphénicol)

Sensibilité du système de SM/SM en mode ESI positif : rapport signal/bruit du spectre en mode MRM, suivi de la transition m/z 609 – m/z 195, lors de l'injection de 0,05 picogramme (pg) de réserpine (n° CAS 50-55-5). Ceci doit être établi en injectant 1 microlitre (µL) de solution de réserpine à 0,05 pg/µL (dans la phase mobile) dans une phase mobile composée de 70 % d'acétonitrile et de 30 % d'eau (aucun additif), avec un débit de 200µL/min. La résolution du spectromètre de masse (SM) pour les ions précurseurs et les ions produits est réglée à une résolution unitaire (~ 0,7 uma à LTMH). Le rapport signal/bruit est calculé en tant que rapport de la hauteur du pic sur deux fois l'écart-type du bruit. Le signal est défini comme la hauteur du pic, et le bruit est défini comme l'amplitude pic à pic d'une section continue du spectre de masse.

Sensibilité du système de SM/SM en mode ESI négatif : rapport signal/bruit du spectre en mode MRM, suivi de la transition m/z 321 – m/z 152, lors de l'injection de 0,05 picogramme (pg) de chloramphénicol (n° CAS 56-75-7). Ceci doit être établi en injectant 1 microlitre (µL) de solution de chloramphénicol à 0,05 pg/µL (dans la phase mobile) dans une phase mobile composée de 70 % d'acétonitrile et de 30 % d'eau (aucun additif), avec un débit de 200µL/min. La résolution du spectromètre de masse (SM) pour les ions précurseurs et les ions produits est réglée à une résolution unitaire (~ 0,7 uma à LTMH). Le rapport signal/bruit est calculé en tant que rapport de la hauteur du pic sur deux fois l'écart-type du bruit. Le signal est défini comme la hauteur du pic, et le bruit est défini comme l'amplitude pic à pic d'une section continue du spectre de masse.

Rapport

Les données doivent comprendre des renseignements sur l'analyse chromatographique, comme les temps pour l'acquisition et l'identification des échantillons. Tous les chromatogrammes et les surfaces de pic doivent être inclus. Si possible, les rapports sur les tests devraient être personnalisés afin de souligner les données qui s'appliquent au test.

Deux (2) copies des résultats des tests sur les échantillons devront être reçues au plus tard dix jours après la réception des échantillons scellés.

Les résultats des tests sur les échantillons ne doivent être envoyés qu'à l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) désignée dans le présent document.

Conditions obligatoires :

1. L'utilisateur final se réserve le droit de demander la répétition d'un quelconque des tests avant l'octroi de tout contrat.
2. Le systèmes et les logiciels qui sont en cours de développement (prototypes) ou présentement indisponible pour les tests de validation Ne seront PAS pris en compte. Les échantillons de test doivent être analysés au moyen d'un système en production, PAS au moyen d'un prototype.
3. Les données qui permettent de confirmer la conformité aux spécifications doivent être fournies. Elles doivent avoir été acquises en utilisant les échantillons fournis par l'État (sauf indication contraire).
Des échantillons identiques seront utilisés pour évaluer la performance du système installé au laboratoire de Calgary. Une duplication réussie des résultats sera obligatoire pour une acceptation sur place.